



FINANCES

GRÈVE DU 22 MARS

LA CFDT FINANCES DEMANDE UN CYCLE DE DISCUSSIONS

Un agent sur trois a fait grève le 22 mars 2018 dans les ministères économiques et financiers. Avec 33,56%, le taux de grève des ministères économiques et financiers est le plus élevé de la Fonction publique et oblige les ministres à réagir.

La CFDT Finances demande l'ouverture d'un cycle de discussion sur les missions, les moyens, les garanties pour les personnels et le pouvoir d'achat.

MOBILISATION DE TRÈS HAUT NIVEAU DANS LES MEF

Les personnels ont répondu massivement à l'appel des fédérations CFDT, Solidaires, CGT, FO, CFTC et Unsa à la journée de grève du 22 mars.

Le taux pour les ministères économiques et financiers est de 33,56%. Les taux par direction :

- DGFIP : 38,88%
- Douane : 24,79%
- Service commun des laboratoires : 20,31%
- DGCCRF : 20,32%
- Insee : 7,15%
- Administration centrale : 2,77%

Les ministres doivent entendre le niveau d'inquiétude des agents et des cadres sur l'avenir de leurs missions et leurs conditions de travail.

LA CFDT FINANCES VEUT QUE DES DISCUSSIONS SOIENT ENGAGÉES AU PLUS TÔT SUR

- Le service public
- L'évolution des missions
- Le pilotage des réformes : leur sens, leur rythme, l'ampleur et la déstabilisation des réorganisations successives pour répondre à l'usure des agents et des cadres face aux réformes imposées.

Le ministre de l'Action et des Comptes publics doit donner des réponses aux agents sur :

- Leur avenir, leurs garanties, leurs évolutions de carrières, leurs statuts
- Leurs missions et les moyens pour les conduire
- Leurs conditions de travail
- L'abandon de la rémunération au mérite
- Leur pouvoir d'achat : report des mesures PPCR à 2019, jour de carence, gel de la valeur du point d'indice, suppression du plan ministériel de qualification, perte de pouvoir d'achat suite à l'augmentation de la CSG à partir de 2020
- La protection sociale complémentaire.

 @fedefinancescfdt

 @cfdtfinances

CFDT-FINANCES.FR

LE MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS DOIT RÉPONDRE À L'EXASPÉRATION DES AGENTS FACE À LA STIGMATISATION DES FONCTIONNAIRES